

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 20-24 octobre 2003

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2003/8/1
3 septembre 2003
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT — RÉGION CÔTIÈRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST 10064.2

**Aide alimentaire ciblée dans le cadre de
l'opération de secours et de redressement
en faveur des réfugiés, des personnes
déplacées et des rapatriés en Guinée, en
Sierra Leone et au Libéria**

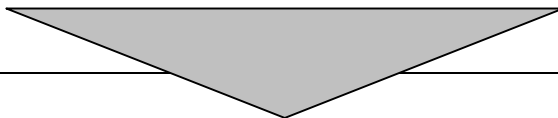
| | |
|-------------------------|---|
| Nombre de bénéficiaires | 752 100 (plus de 150 000 personnes en cas d'urgence) |
| Dont femmes | 451 260 (60 pour cent) |
| Durée du projet | 12 mois (1er janvier–31 décembre 2004) |

Coût (dollars E.-U.)

| | |
|--|----------------|
| Coût total pour le PAM | 74 465 754 |
| Coût total des produits alimentaires | 32 923 016 |
| Besoins totaux de produits alimentaires | 124 015 tonnes |

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (ODD): M. M. Aranda da Silva

Attaché de liaison principal, ODD: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

Le rétablissement de la sécurité au Libéria constitue toujours une condition préalable fondamentale au passage à un redressement et à un développement durables dans toute la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest. Le conflit en cours dans ce pays représente de nouveau une menace pour la stabilité de toute la sous-région. En conséquence, il faudra fournir une aide humanitaire accrue dans les trois pays de l'Union du fleuve Mano (Guinée, Sierra Leone et Libéria) jusqu'à la fin de l'année 2003 et pendant toute l'année 2004. L'instabilité politique qui règne en Côte d'Ivoire —notamment le conflit dans les zones limitrophes du Libéria— ne fait qu'aggraver les problèmes humanitaires.

Alors que la guerre civile s'étend à Monrovia, capitale du Libéria, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) augmente encore. Depuis des mois, les organismes d'aide humanitaire n'ont pas accès à une grande partie du pays. Des arrivées importantes de réfugiés libériens ont été enregistrées en Guinée et en Sierra Leone et on pense que les populations de la zone frontière orientale —qui sont prises entre les conflits du Libéria et de la Côte d'Ivoire— ont absolument besoin d'aide humanitaire.

Les programmes de redressement se sont poursuivis en Sierra Leone et en Guinée pendant toute l'année 2003 malgré la menace que constituait l'instabilité régnant au Libéria. La majeure partie de l'aide alimentaire du PAM dans la sous-région sera de nouveau destinée à couvrir les besoins d'urgence. L'opération séparée lancée par le PAM en Côte d'Ivoire en 2003 couvrira les besoins dans ce pays en 2004. Elle a pour objectif de fournir une aide à 752 100 bénéficiaires (chiffre estimatif) et une allocation régionale d'urgence est prévue en faveur de 150 000 personnes supplémentaires; les interventions du PAM dans les trois pays de l'Union du fleuve Mano en 2004 comporteront toujours les principaux volets suivants:

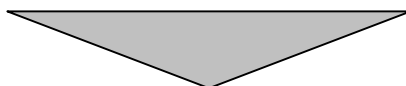
- activités d'urgence: distribution de rations de base adéquates;
- activités thérapeutiques destinées aux personnes souffrant de malnutrition grave et modérée: alimentation complémentaire ou thérapeutique;
- activités d'urgence/de relèvement/de remise en état: mise en place de mesures de protection sociale (filets de sécurité) —programmes de santé maternelle et infantile, alimentation scolaire d'urgence et protection des semences.

Malgré la lourde charge que la multiplication des personnes déplacées dans la région a fait peser sur ces ressources, le PAM a travaillé à consolider et élargir les interventions de redressement en Sierra Leone et en Guinée et a amélioré le suivi et l'évaluation dans la sous-région dans le cadre d'un dispositif axé sur les résultats. Une stratégie d'autonomisation des réfugiés sera mise en œuvre en Guinée en 2004 et élargie dès que possible à la Sierra Leone. La mise en place de nouvelles mesures de protection sociale et d'appui aux activités productives des réfugiés sera associée à l'adaptation de la ration alimentaire générale. En Sierra Leone et en Guinée, on portera davantage d'attention aux populations hôtes dont les moyens de subsistance ont été désorganisés par les déplacements forcés et l'afflux de réfugiés.



Le PAM a continué de travailler avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et ses autres partenaires pour faire face aux problèmes d'exploitation et de violences à base sexuelle à l'encontre des réfugiés —qui ont été évoqués pour la première fois dans un rapport de mars 2002. La collecte d'informations auprès des femmes réfugiées s'est fortement développée grâce aux campagnes de sensibilisation organisées dans tous les camps et aux visites à domicile effectuées plus systématiquement par les organisations non gouvernementales médicales. Des méthodes sûres et non traumatisantes de dénonciation des violences à base sexuelle ont été adoptées de sorte qu'un plus grand nombre de femmes déclarent désormais les sévices de ce genre. L'amélioration de l'information a aidé les autorités locales, les administrateurs des camps, les partenaires d'exécution et les comités des camps à prendre des mesures pour régler ces problèmes.

Projet de décision*



Le Conseil approuve l'IPSR pour la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest 10064.2
—"Aide alimentaire ciblée dans le cadre de l'Opération de secours et de redressement en faveur des réfugiés, des personnes déplacées et des rapatriés en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria" (WFP/EB.3/2003/8/1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

1. La crise humanitaire et politique qui sévit dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest depuis plus de dix ans a des origines bien plus anciennes. Quelques dizaines d'années de déclin économique progressif —exacerbé par les difficultés s'opposant à l'instauration d'une bonne gouvernance— ont abouti à l'effondrement des systèmes politiques et administratifs dans les pays de l'Union du fleuve Mano. Ce sont les événements survenus récemment au Libéria qui constituent la plus grave menace pour la région. Le rétablissement de la sécurité dans ce pays est toujours la condition préalable fondamentale pour mettre fin à des décennies de recul du développement humain dans la région.
2. Plusieurs années avant les troubles actuels, quelques signes encourageants étaient apparus dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest. En Sierra Leone, la mission de maintien de la paix des Nations Unies a progressivement stabilisé le pays, désarmé les factions rebelles et, en mai 2002, surveillé les élections parlementaires et présidentielles qui se sont déroulées sans troubles. L'amélioration de la sécurité a permis à environ 450 000 réfugiés et PDI de rentrer dans leurs foyers et de s'y réinstaller. Même si la paix reste fragile en Sierra Leone, la présence prolongée de la mission internationale de maintien de la paix et les investissements importants des donateurs permettent au pays, pour la première fois depuis une trentaine d'années, d'amorcer une stabilisation politique et économique.
3. En Guinée, le rapatriement de nombreux réfugiés en Sierra Leone qui a eu lieu en 2001-2003 a allégé les charges des ressources nationales mais un nouvel afflux de réfugiés libériens et ivoiriens —environ 37 000 personnes entre le milieu de 2002 et le milieu de 2003, d'autres arrivées restant à prévoir— a surchargé les ressources des donateurs et du pays et les combats se sont poursuivis le long de la frontière avec le Libéria.
4. Les espoirs de stabilisation au Libéria se sont rapidement évanouis après les élections d'après-guerre de 1997. Au milieu de l'année 2003, les alliés rebelles étaient arrivés à la périphérie de Monrovia et les divers cessez-le-feu qui avaient été conclus restaient à peu près sans effet. Le conflit qui a éclaté en Côte d'Ivoire à la fin de 2002 et au début de 2003 a obligé environ 95 000 personnes à chercher refuge au Libéria. Les populations, qui s'entassaient dans Monrovia assiégée sont extrêmement vulnérables et il faut accroître sans retard les secours d'urgence pour couvrir leurs besoins de base. On pense que la situation du reste de la population à laquelle les organismes d'aide n'ont plus accès depuis des mois ou des années à cause des combats est encore plus mauvaise.
5. La Côte d'Ivoire est en proie à une grave crise politique et économique. À la suite d'une tentative de coup d'État, qui a tourné à la rébellion en septembre 2002, le pays est divisé et les régions de l'Ouest souffrent d'une forte insécurité. Plus de 1 million de personnes ont dû se déplacer à l'intérieur du territoire national ou chercher refuge dans les pays voisins¹. Le conflit a eu de graves répercussions économiques sur les pays voisins qui sont fortement tributaires de l'économie ivoirienne. Il est en outre à craindre que le conflit prenne insidieusement une dimension régionale en raison notamment des liens avec la guerre au Libéria.

¹ Le PAM fournit actuellement une aide à environ 600 000 personnes en Côte d'Ivoire dans le cadre d'une opération d'urgence (16,4 millions de dollars E.-U. pour la période mai-décembre 2003).



6. Étant donné que le conflit se poursuivra probablement au Libéria et que la crise de la Côte d'Ivoire entraînera une instabilité au niveau régional, les perspectives de redressement durable de la région en 2004 sont incertaines. Il est à prévoir que la situation humanitaire restera critique au Libéria au moins jusqu'à la fin de 2004 tout comme la situation des réfugiés libériens arrivés récemment en Guinée et en Sierra Leone.

⇒ **Le contexte du développement humain**

7. Au cours des dernières années, la Guinée et la Sierra Leone se sont constamment classées parmi les derniers pays de la liste de l'Indice du développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); la situation du Libéria est tout aussi mauvaise bien que ce pays n'ait pas été classé par le PNUD au cours des dernières années en raison du conflit. La Côte d'Ivoire compte également parmi les pays les plus mal classés car elle occupe la 156ème place sur 173 (indice du développement humain 2002).
8. Au Libéria, le chômage atteint le taux effrayant de 85 pour cent. Neuf habitants sur dix vivent dans la pauvreté absolue (en disposant de moins de 1 dollar E.-U. par jour) et parmi eux, la moitié ont moins de 0,50 dollars par jour pour vivre. Environ 80 pour cent des enfants âgés de 6 à 12 ans ne fréquentent pas l'école. En Guinée, moins de la moitié de la population a accès à l'eau potable. La Sierra Leone occupe la sixième place en ce qui concerne la fertilité des adolescentes, la deuxième place en ce qui concerne la mortalité maternelle et la première place pour la mortalité pour les enfants de moins de 5 ans (Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF] 2003).
9. La situation des femmes et des jeunes filles est particulièrement précaire dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest. Indépendamment des déplacements de personnes et de l'insécurité, l'indicateur sexospécifique du développement humain du PNUD pour 2002 classe les pays de la région au bas de l'échelle.

Analyse de la situation

10. Ce sont la reprise des combats au Libéria et les conflits intérieurs en Côte d'Ivoire qui ont eu les répercussions les plus graves sur la situation humanitaire et les interventions de secours et de redressement (IPSR) dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest en 2003. L'insécurité politique reste la cause la plus importante de faim et d'insécurité alimentaire et constitue aussi la menace la plus grave pour les actions de redressement qui s'amorcent dans certaines zones de la région.
11. En 2003, certains événements ont particulièrement influé sur la crise qui se prolonge dans la région. Un nombre important de Libériens se sont réfugiés en Guinée, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) a augmenté à mesure que les populations s'entassaient à Monrovia dans l'espoir d'y trouver la sécurité. Environ 15 000 personnes se sont rassemblées dans le stade principal de la ville pour y trouver un abri et des secours d'urgence. L'étude de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) effectuée par le PAM dans les camps des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) à la périphérie de Monrovia en mai-juin 2003 a mis en lumière des problèmes de santé comme la malaria, la diarrhée et la malnutrition infantile. Le rapatriement des réfugiés en Sierra Leone s'est interrompu. Quelque 80 pour cent du territoire national est inaccessible de sorte qu'on connaît mal l'état sanitaire et nutritionnel des populations restées sur place.



12. En mars 2003, après consultation du Conseil d'administration, le PAM a déclenché intégralement le mécanisme d'urgence de l'IPSR 10064.1 (équivalent à la distribution de rations complètes à 50 000 personnes pendant une année) de façon à pouvoir intervenir immédiatement à mesure que la crise évoluait.
13. Les conflits intérieurs en Côte d'Ivoire ont obligé les masses de réfugiés à chercher asile dans les pays voisins (y compris le Libéria) ou à tenter de retourner dans leur pays d'origine sans courir de risques. Les organismes d'aide humanitaire n'ont qu'un accès limité à l'ouest du pays mais les premiers rapports provenant de la région (juin–juillet 2003) font penser que la situation est critique des deux côtés de la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire.
14. En Guinée, le rapatriement de la plupart des réfugiés originaires de Sierra Leone qui se poursuit depuis 2001 a été compensé par l'arrivée de réfugiés libériens et ivoiriens. Le pays prévoit d'accueillir 95 500 réfugiés en 2004, soit un peu plus qu'en 2003.
15. En Sierra Leone, bien que le retour et la réinstallation des PDI et des réfugiés se poursuivent, de nouveaux réfugiés libériens ont continué d'affluer en grand nombre pendant toute l'année 2003. En outre, les combats dans les zones limitrophes du Libéria constituent une grave menace pour la stabilité en Sierra Leone même.
16. Les femmes et les jeunes filles déplacées ou prises dans des conflits sont exposées à des risques particuliers. L'exploitation et les violences à base sexuelle sont fréquentes. Le PAM et les autres organismes humanitaires portent une attention particulière à la protection des femmes déplacées dans toute la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest depuis que des cas de violences de ce genre commis par des membres du personnel humanitaire dans les camps de réfugiés et de PDI en 2002 ont été révélés (Rapport Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés [HCR]/*Save the Children*, voir aux paragraphes 48-49 ci-après les dernières mesures adoptées à la suite de la publication de ce rapport).
17. Il faut veiller en particulier à ce que les femmes touchées par la crise dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest aient effectivement accès à des ressources comme les rations alimentaires, les soins médicaux et les possibilités d'activités productives. À cet égard, la situation des femmes est généralement meilleure dans les camps de réfugiés que dans les communautés voisines. Ainsi, en Guinée où les femmes représentent 53 pour cent des réfugiés, la situation sociale des réfugiées est meilleure que celle des femmes de la population locale à la suite des campagnes de sensibilisation organisées dans les camps et de l'appui apporté aux femmes par les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG). D'après le suivi effectué après les distributions, les femmes fournissent la majeure partie (environ 65 pour cent) du revenu des ménages dans les camps d'Albadariah, notamment en pratiquant l'agriculture, le jardinage, diverses activités lucratives et le petit commerce. Il faut veiller à ce que les interventions n'aient pas pour effet de surcharger les femmes d'activités supplémentaires. Cependant, les femmes guinéennes vivant à l'extérieur des camps sont plus défavorisées du point de vue de l'accès à l'éducation, aux services de santé et de la participation au pouvoir et aux décisions. Cette disparité traduit un phénomène général: les communautés hôtes ont bien moins largement accès aux services sociaux de base et aux dispositifs de protection sociale de sorte que leur situation socioéconomique, par exemple leur état nutritionnel (tableau 1), est en général moins solide. L'aide humanitaire doit donc résoudre un problème difficile dans la région: compléter l'aide aux réfugiés des camps par des interventions appropriées en faveur des communautés d'accueil pour rétablir l'équilibre.



TABLEAU 1: SITUATION NUTRITIONNELLE DES ENFANTS DES CAMPS DE RÉFUGIÉS ET DES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL EN GUINÉE

| Zone couverte | Malnutrition aiguë générale chez les enfants de moins de 5 ans* (%) | Émaciation grave chez les enfants de moins de 5 ans (%) |
|------------------------------------|--|--|
| Guinée (zone rurale) | 8,6 | 1,2 |
| Guinée forestière (zone des camps) | 9,2 | 4,0 |
| Camps de réfugiés | | |
| Kissidougou | 2,3–4,2 | 0,42–0,62 |
| Kouankan | 4,5 | 2,0 |
| Kola | 3,0 | 0,9 |

* Rapport de la mission conjointe d'évaluation PAM/HCR/donateurs, juin 2003

Sécurité alimentaire, nutrition et santé

⇒ Sécurité alimentaire

18. Grâce à l'amélioration de la stabilité politique, la sécurité alimentaire a commencé à se renforcer en Sierra Leone et en Guinée depuis deux ans. La production vivrière est remontée à un niveau normal en Guinée en 2002 et elle s'annonce bonne en 2003. En Sierra Leone, la stabilisation a entraîné une forte augmentation de la production rizicole. Le pourcentage des besoins totaux de céréales couvert par la production nationale est passé de 30 pour cent en 2001 à 44 pour cent en 2002 et devrait atteindre 60 pour cent à la fin de 2003.
19. La sécurité alimentaire des ménages reste précaire en Guinée et en Sierra Leone —surtout pendant la période de soudure— pour des raisons telles que les faibles rendements obtenus par l'agriculture de subsistance, le manque de transports et de débouchés, les taux élevés de chômage et la faiblesse des salaires. En Guinée, la sécurité alimentaire des populations des zones frontalières et des environs des camps de réfugiés a parfois été compromise par le passage et l'afflux de groupes nombreux ou la présence prolongée de réfugiés. En Sierra Leone, une évaluation de la vulnérabilité effectuée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en décembre 2002 a montré que la grande majorité des chefferies extrêmement vulnérables se trouve dans l'est et le nord du pays —zones les plus touchées par la guerre civile et principales zones d'activités de réinstallation du PAM dans le cadre de l'IPSR.
20. Les réfugiés installés en Guinée et en Sierra Leone ont des possibilités réelles à moyen et à long terme d'assurer leur sécurité alimentaire sur une base d'autonomie. Ainsi, une étude effectuée en Guinée par le gouvernement, la FAO et la Commission européenne en juin 2003 a permis de constater que 40 pour cent des familles de réfugiés du camp de Kola avaient eu accès à des terres agricoles pendant la saison des semis 2002–2003 et avaient produit assez de riz pour couvrir leurs besoins de céréales pendant deux mois. À mesure que l'effectif des réfugiés se stabilise dans d'autres camps, notamment ceux de Sierra Leone, les possibilités d'accéder à l'autonomie (par exemple camps situés dans des zones de basse altitude bien adaptées à la production de riz, aux cultures maraîchères de légumes, aux petites cultures de rapport et à l'élevage) devraient se multiplier. Il est apparu au cours des interviews et des débats des groupes spécialisés avec les réfugiés pendant la



mission d'évaluation conjointe PAM/HCR/donateurs (juin 2003) que les réfugiés attribuent eux-mêmes la priorité absolue à l'acquisition de l'autonomie (notamment grâce à la culture de riz).

21. Au Libéria la sécurité alimentaire continue de se dégrader régulièrement par suite de la poursuite des conflits et des déplacements de population. Même avant cette dernière étape du conflit intérieur, le pays ne pouvait couvrir lui-même que le quart de ses besoins de riz. Les personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire au niveau des ménages sont les PDI, en particulier celles qui ont été forcées de se déplacer à plusieurs reprises.

⇒ **Nutrition**

22. La santé et la nutrition suscitent de graves préoccupations dans la région d'Afrique de l'Ouest. La Sierra Leone enregistre le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans le plus élevé du monde (UNICEF 2002) et ce taux est probablement comparable à celui du Libéria où les statistiques sont très limitées. L'Afrique subsaharienne considérée comme un ensemble se classe au deuxième rang après l'Asie du Sud en ce qui concerne l'émaciation modérée et grave (malnutrition aiguë) chez les enfants de moins de 5 ans tandis que l'Afrique de l'Ouest présente le taux d'émaciation le plus fort (9,5 pour cent) du continent.
23. En Guinée, la situation nutritionnelle est restée stable dans l'ensemble dans les camps et les populations d'accueil pendant les années 2002 et 2003. Étant donné que les taux de malnutrition sont actuellement peu élevés dans les camps, les programmes ciblés comme l'alimentation complémentaire pour les femmes enceintes et les mères allaitantes jouent un rôle de prévention et constituent une sorte de filet de sécurité. Les programmes d'alimentation ciblés mis en œuvre dans les camps sont également ouverts aux mères et aux enfants des villages voisins où les taux de malnutrition sont plus élevés; toutefois, la participation à ces programmes a été faible en raison du rayon d'action extérieur limité et de l'éloignement des camps.
24. Les taux de malnutrition sont plus graves dans les camps de réfugiés de Sierra Leone que dans ceux de Guinée du fait notamment que de nombreux réfugiés ne sont pas installés depuis assez longtemps pour avoir mis en place des stratégies de survie de remplacement. Les enquêtes les plus récentes effectuées par Action contre la faim en août 2002 et Médecins sans frontières Belgique en février 2003 indiquent que les taux globaux de malnutrition aiguë dans les camps s'établiraient approximativement à 10 pour cent mais on s'est interrogé sur la fiabilité des données et la comparabilité des résultats d'enquête. Afin d'obtenir des données fiables statistiquement, les partenaires d'exécution et le PAM/HCR effectueront une enquête nutritionnelle conjointe dans tous les camps en juillet 2003. Les programmes d'alimentation complémentaire se poursuivent dans les camps en faveur des enfants souffrant de malnutrition modérée, des femmes enceintes et des mères allaitantes. Les hôpitaux publics situés à l'extérieur des camps offrent une alimentation thérapeutique aux enfants atteints de malnutrition grave. La malnutrition chez les populations d'accueil et les zones de rapatriement des réfugiés en Sierra Leone qui ont été touchées par la guerre reste un problème préoccupant. En Sierra Leone, environ 10 pour cent des enfants souffrent d'émaciation et 27 pour cent présentent un poids insuffisant (enquête par grappes multi-indicateurs 2000).
25. On ne dispose que de rares informations sur l'état nutritionnel de la population libérienne mais la situation est considérée comme critique, surtout dans les régions inaccessibles et dans le cas des jeunes enfants et des femmes. Au début de 2003, les ONG ont signalé dans les rapports de triage sur les camps de PDI de Montserrado près de Monrovia une augmentation des taux d'émaciation modérée ou grave. Ces camps ont été



envahis par les forces antigouvernementales en juin 2003 de sorte qu'on peut supposer que l'état nutritionnel des PDI à Monrovia même et aux alentours a empiré. D'après l'enquête ACV de juin, les PDI et les autres habitants de Monrovia manquent d'eau saine, d'installations d'assainissement, d'abris, de services médicaux et de protection. La situation pourrait être encore plus mauvaise dans les zones rurales qui ne sont plus accessibles depuis des mois. Dans la zone frontalière de Côte d'Ivoire, où les premières évaluations conjointes Nations Unies/ONG ont été effectuées au milieu de l'année 2003 alors que la zone était restée inaccessible pendant des mois, les équipes d'enquête ont observé des signes de malnutrition inquiétants dans la population.

⇒ Santé

26. Indépendamment de la malnutrition protéo-calorique, les principaux problèmes médicaux associés à l'alimentation dans la région sont la prévalence élevée du goitre dans l'ensemble de la population et les taux considérables d'anémie chez les femmes et les jeunes filles. Pour lutter contre le goitre, le PAM a introduit le sel iodé dans les rations de base depuis 2002. À titre de thérapie et de prévention de l'anémie, il fournit des aliments mélangés enrichis à toutes les femmes enceintes et mères allaitantes. Toutefois, l'incidence élevée de l'anémie est aggravée par le paludisme qui figure, avec les infections respiratoires aiguës, la diarrhée et la rougeole parmi les causes les plus fréquentes de maladies et de décès. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une des causes principales de morbidité, l'apparition de foyers de la fièvre de Lassa dans quatre camps de réfugiés sur huit en Sierra Leone a suscité des inquiétudes. Cette fièvre est transmise par une espèce particulière de rats et pourrait être diffusée dans les camps par les mauvaises méthodes d'entreposage des produits alimentaires et de l'eau de boisson au niveau des ménages.
27. La mission d'évaluation conjointe de 2003 a recommandé de lutter contre les vecteurs de maladies ci-après dans les camps de réfugiés: rats (fièvre de Lassa), moustiques (paludisme) et mouches (onchocercose). L'enquête ACV de juin 2003 a montré que ces deux derniers vecteurs posent aussi de graves problèmes aux communautés locales. Il a été recommandé de distribuer aux réfugiés des récipients munis de couvercles pour éviter la contamination des réserves familiales de nourriture et d'eau et de fournir des moustiquaires imprégnées d'insecticide.
28. Le VIH/SIDA constitue toujours une menace pour la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest d'autant plus que les conflits et les déplacements de population favorisent les sévices sexuels et la diffusion de maladies sexuellement transmissibles. La prévalence du VIH/SIDA va approximativement de 2,8 pour cent en Guinée et 4,9 pour cent en Sierra Leone à 9 pour cent au Libéria avec des différences sensibles entre les zones urbaines et les zones rurales. Dans toute la région, le PAM a utilisé ses distributions de vivres et ses bureaux auxiliaires pour promouvoir la connaissance et la prévention de la maladie et il a organisé des réunions de sensibilisation à l'intention de son personnel et de celui de ses partenaires et aussi des bénéficiaires. Ces activités seront encore renforcées en 2004.

Politiques et programmes de redressement au niveau régional/gouvernemental

29. La poursuite des combats au Libéria et la persistance de l'instabilité en Côte d'Ivoire ont entravé la mise en œuvre de programmes régionaux de redressement économique dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest au cours des dernières années. La situation des politiques et programmes de redressement varie d'un pays à l'autre.



30. Au Libéria, les espoirs de redressement reposent avant tout sur le maintien du cessez-le-feu conclu en juin 2003 entre le gouvernement et les groupes rebelles qui devrait être suivi par des élections nationales pacifiques qui sont actuellement prévues pour janvier 2004. Les ressources humaines, techniques et financières actuelles du gouvernement ne sont pas suffisantes pour planifier ou exécuter des programmes de redressement.
31. En Sierra Leone, la formulation de politiques et stratégies judicieuses et la réorientation des ressources du pays et des donateurs vers les activités de redressement ont beaucoup progressé. Un document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté (mars 2002) et une stratégie de redressement nationale (2002–2003) ont servi de cadre pour rétablir les approvisionnements et les services de base (eau saine, alimentation, abris, soins de santé de base et enseignement primaire) dans une perspective de développement à plus long terme. Un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté complet est en préparation. En janvier 2003, l'équipe nationale des Nations Unies a, en collaboration avec le gouvernement, établi un Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement couvrant la période 2004-2007.
32. En Sierra Leone, le gouvernement a pour politique d'installer les réfugiés dans des camps plus petits accueillant au maximum 10 000 personnes et situés assez loin de la frontière avec le Libéria pour décourager les incursions de forces libériennes. Le HCR travaille avec le gouvernement pour favoriser l'accès plus général et officiel des réfugiés aux terres agricoles. L'accès aux terres à l'extérieur des camps est actuellement assuré au moyen d'accords informels avec les autorités locales et les propriétaires fonciers.
33. En Guinée, le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté du gouvernement sert de cadre aux interventions de développement des donateurs, notamment le programme de pays du PAM (2002–2005). Deux services du Ministère de l'intérieur sont chargés des interventions d'aide d'urgence et de redressement: le Service national d'action humanitaire qui coordonne l'aide humanitaire aux populations déplacées et dirige l'action d'atténuation des effets des catastrophes et le Bureau national pour la coordination des réfugiés. Comme en Sierra Leone, le HCR et le PAM ont plaidé auprès du gouvernement national et des autorités locales de Guinée forestière afin qu'ils mettent des terres agricoles à la disposition des réfugiés sur des bases plus officielles. La politique gouvernementale et l'attitude des communautés locales vis-à-vis des réfugiés sont généralement favorables mais on a le sentiment dans le pays que les donateurs devraient mieux équilibrer le volume de ressources destinées aux camps et l'aide aux communautés d'accueil.

Intervention du PAM

34. Cette IPSR, qui couvre les activités de secours et de redressement au Libéria, en Guinée et en Sierra Leone, est complétée par une opération séparée du PAM liée à la crise en Côte d'Ivoire qui fournit une aide aux libériens réfugiés dans ce pays. Dans le cadre d'une opération spéciale séparée, les services de transport aérien des passagers basés en Guinée renforcent la capacité d'intervention logistique et opérationnelle du PAM.

Justification

35. La fourniture d'une aide alimentaire du PAM dans le cadre de l'IPSR proposée est justifiée pour deux raisons:
 - sauver des vies humaines en fournissant des rations alimentaires suffisantes aux populations touchées par les combats et à d'autres populations vulnérables qui sont toujours réfugiées ou déplacées en raison de la crise régionale prolongée;



- contribuer aux perspectives de redressement à long terme, particulièrement en Sierra Leone et en Guinée, en fournissant des rations alimentaires qui couvrent certains besoins fondamentaux des rapatriés de fraîche date ou des populations d'accueil tout en constituant un investissement en vue d'assurer une sécurité alimentaire durable.

STRATÉGIES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT

Besoins des bénéficiaires

36. La stratégie de l'IPSR proposée pour 2004 se fonde sur de multiples consultations auxquelles ont participé le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et les bureaux de pays du PAM, le HCR, les ONG, les Nations Unies, les donateurs et les gouvernements de la région. En avril 2003, le Bureau régional de Dakar a procédé à un examen à mi-parcours de l'IPSR actuelle en réunissant les fonctionnaires les plus importants de tous les bureaux de pays de la sous-région et de grands donateurs. Sur la base des conclusions de cet examen, des enquêtes nutritionnelles existantes et du suivi après les distributions, chaque bureau de pays a ensuite formulé un projet de stratégie de pays pour l'IPSR 2004. En juin 2003, la mission d'évaluation conjointe s'est rendue en Sierra Leone et en Guinée et a eu des entretiens à Dakar avec le personnel du PAM et du HCR au Libéria (les agents internationaux des Nations Unies en poste à Monrovia ont été évacués le 10 juin). La mission a également eu des échanges de vues avec les bénéficiaires et les communautés d'accueil ainsi qu'avec les autorités locales et traditionnelles. Elle a confirmé la nécessité de poursuivre l'aide alimentaire sous forme de secours et d'assistance au redressement et a travaillé avec les fonctionnaires du PAM et du HCR pour préciser les effectifs de bénéficiaires projetés pour 2004.

⇒ Mécanisme d'intervention d'urgence

37. Pour l'IPSR proposée, le nombre projeté total de bénéficiaires est fondé sur une évaluation réaliste du nombre de personnes auquel l'aide peut parvenir dans les conditions actuelles. Étant donné l'instabilité extrême de la situation au Libéria, le PAM demande cependant de nouveau que soit approuvé un budget global plus élevé afin de pouvoir répondre aux besoins d'urgence comme en 2003.
38. En 2003, le PAM a prévu un effectif de bénéficiaires supplémentaire en cas d'urgence, équivalant à la distribution de rations complètes à 50 000 personnes pendant un an. Ce mécanisme d'intervention d'urgence a été utilisé intégralement pendant l'année et a permis au PAM de renforcer sa capacité d'intervention rapide pour répondre aux besoins du nombre croissant de civils vulnérables touchés par les conflits. Étant donné que la situation se dégrade au Libéria depuis le milieu de 2003, le PAM propose de renforcer le mécanisme d'urgence en 2004 de façon à pouvoir fournir une aide à 150 000 personnes pendant neuf mois. Le PAM sera ainsi en mesure de s'adapter rapidement à l'évolution de la situation et de prendre 150 000 nouveaux bénéficiaires en charge en cas de besoin.
39. En raison de l'instabilité de la situation, il est impossible de prévoir les événements à venir avec la moindre certitude. Des échanges de vues sont en cours sur le rôle éventuel d'une mission de maintien de la paix qui permettrait de renforcer la stabilité et d'ouvrir l'accès à des zones et des bénéficiaires supplémentaires au-delà des niveaux de planification actuels. Toutefois, une aggravation ultérieure du conflit pourrait provoquer de nouveaux déplacements de populations à l'intérieur des pays et entre les pays. En cas de nécessité, le PAM mettra en application le mécanisme d'intervention d'urgence de la



nouvelle IPSR pour 2004. Il procédera éventuellement à une révision budgétaire pour couvrir les besoins supplémentaires dépassant le chiffre prévu de 150 000 nouveaux bénéficiaires pour neuf mois.

40. L'évolution de la crise dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest a amené à modifier comme suit les prévisions des besoins des bénéficiaires pour l'opération de 2004 par rapport à l'IPSR en cours:

- **Libéria.** Au début de 2003, avant que les camps ne soient envahis et les réfugiés dispersés par les combats, le PAM fournissait une aide à 170 000 PDI au Libéria alors que 120 000 avaient été prévus à l'origine; 11 500 réfugiés sierra-léoniens recevaient également une assistance. Les estimations des besoins potentiels des PDI —si l'ensemble du pays devenait accessible ou si les combats se généralisaient à nouveau— atteignent le double ou le triple de ces chiffres. Une aide alimentaire pourrait éventuellement être nécessaire pour assurer la survie de 50 000 personnes rentrées de divers pays d'Afrique de l'Ouest à la suite de la crise de la Côte d'Ivoire et de 40 000 réfugiés ivoiriens (estimations du HCR). Comme la situation reste extrêmement instable, le PAM s'en tiendra cependant à un chiffre prévisionnel de 181 500 bénéficiaires.
- **Sierra Leone.** Alors que l'alimentation scolaire d'urgence et l'appui aux activités d'autonomisation diminuent à mesure que le processus de réinstallation touche à sa fin, le nombre de réfugiés en provenance du Libéria a fortement augmenté. En mars 2003, le PAM s'est chargé de la distribution des produits alimentaires dans six camps qui étaient jusqu'alors gérés par les autres organismes d'acheminement des produits. Il a été ainsi possible de normaliser les systèmes de programmation, de logistique et de livraison dans tous les camps de façon à améliorer la communication avec le HCR et ses dirigeants de camp et le rapport général coût-efficacité de l'aide fournie. Le PAM a renforcé le contrôle de la qualité pendant le dernier stade de livraison et ensuite et la vérification des bénéficiaires en utilisant des cartes de rationnement à feuillets. Il a effectivement la responsabilité directe de la distribution finale dans ces camps en application du mémorandum d'accord avec le HCR révisé de juillet 2002; La Sierra Leone a été choisie pour lancer une expérience pilote. Au milieu de l'année 2003, le PAM fournissait une aide à 53 000 réfugiés alors que l'effectif initialement prévu était de 20 000. En outre, 30 000 réfugiés libériens supplémentaires devraient arriver en Sierra Leone d'ici la fin de l'année 2003, de sorte que le nombre total de bénéficiaires atteindra 83 000 lorsque le PAM passera à la nouvelle IPSR de 2004. Le Programme compte fournir une aide à 30 000 rapatriés en 2004. Le nombre total de bénéficiaires qui devraient recevoir des rations générales s'établirait donc à 113 000, soit 83 000 réfugiés et 30 000 rapatriés.
- **Guinée.** Le rapatriement de nombreux réfugiés venus de Sierra Leone a été compensé par l'arrivée de réfugiés ivoiriens et surtout libériens, de sorte que l'effectif prévisible de réfugiés bénéficiaires est passé de 90 000 en 2003 à 95 500 en 2004. L'alimentation scolaire d'urgence est actuellement élargie aux écoles primaires locales situées aux environs des camps et dans les zones frontalières de transit afin d'alléger la pression imposée aux ressources des communautés d'accueil.
- **Côte d'Ivoire.** En raison de la nature et de l'ampleur de la crise en Côte d'Ivoire, l'aide alimentaire du PAM relèvera d'une intervention de secours séparée, y compris dans le cas des réfugiés libériens. Une opération d'urgence couvrant la période mai-décembre 2003 est en cours.



Rôle de l'aide alimentaire

41. Le double rôle de l'aide alimentaire défini dans le cadre de l'IPSR en cours reste inchangé: i) sauver les vies des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ou à l'étranger qui souffrent d'insécurité alimentaire critique; et ii) soutenir les efforts de relèvement grâce à l'appui à la réinstallation et à des activités telles que vivres-contre-travail (VCT), vivres pour la formation (VPF) et alimentation scolaire d'urgence.

Approches du programme

⇒ *Gestion régionale*

42. L'approche régionale de secours et d'aide au relèvement de l'IPSR est un instrument souple qui permet de réorienter les ressources et de modifier les types d'assistance en fonction de l'évolution de la situation. Elle permet notamment d'adapter l'appui logistique et de déplacer le personnel pour répondre aux besoins d'urgence. L'IPSR en faveur de la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest pour 2004 se déroulera en étroite coordination avec l'intervention humanitaire du PAM basée en Côte d'Ivoire qui lui apportera un appui.

⇒ *Émancipation et protection des femmes*

43. Aux niveaux régional et national, le PAM adopte une approche correspondant à ses Engagements renforcés en faveur des femmes et poursuit les efforts déjà entrepris pour réagir aux accusations de sévices sexuels à l'encontre des bénéficiaires qui auraient été commis par des agents d'aide humanitaire, accusations formulées en 2002.
44. Les femmes bénéficiaires ne sont pas assistées simplement lorsqu'elles sont vulnérables, elles participent aussi totalement à la conception et l'exécution des programmes, notamment en étant représentées au sein des comités de gestion des produits alimentaires et en prenant part à la distribution des rations. Ainsi, au Libéria, les comités des camps comptent maintenant plus de 60 pour cent de femmes. En Sierra Leone, on utilise désormais de nouvelles cartes de rationnement qui doivent porter la photographie de la femme la plus importante du ménage en même temps que celle du mari de façon que la femme puisse plus facilement contrôler la ration familiale. Le PAM et le HCR sont convenus d'étudier les moyens d'introduire dès que possible ce système dans les camps de Guinée.
45. Dans toute la région, les besoins des bénéficiaires sont traités compte dûment tenu de la problématique hommes-femmes. Dans le cadre des stratégies d'autonomisation appliquées aux réfugiés en Guinée par exemple, le PAM privilégie des programmes d'aide qui favorisent l'accès des femmes aux produits alimentaires, à l'éducation et aux revenus. Les lettres d'accord avec tous les partenaires d'exécution de l'IPSR reprennent les sections pertinentes des Engagements renforcés en faveur des femmes de façon à ce que les objectifs de parité entre les sexes du PAM soient constamment pris en compte.
46. Le personnel féminin du PAM veille à ce que la voix des femmes bénéficiaires de l'IPSR soit entendue et à ce que les Engagements renforcés en faveur des femmes soient mis en œuvre vigoureusement dans les camps et les autres zones de projets. Ainsi, au Libéria, les contrôleurs de l'aide alimentaire et les coordonnateurs qui couvrent les activités dans l'ensemble du pays sont des femmes; elles bénéficient de l'appui d'un spécialiste de la problématique hommes-femmes basé au bureau du PAM à Monrovia qui est chargé de les aider à intégrer les Engagements renforcés en faveur des femmes dans toutes les activités et à concevoir des mesures de programmation novatrices ou de correction.



47. En ce qui concerne l'exploitation et les sévices à base sexuelle, l'IPSR proposée prévoit de maintenir la vigilance et de renforcer les mesures prises depuis 18 mois pour faire face aux accusations de sévices sexuels qui auraient été commis à l'encontre des bénéficiaires par des agents d'aide humanitaire. Le HCR a pris —avec l'appui total du PAM— l'initiative d'améliorer le rassemblement d'informations dans les camps et d'offrir aux femmes des moyens sûrs et non traumatisants de dénoncer les cas de sévices de ce genre. À la suite de la multiplication des visites à domicile du personnel des ONG médicales et des grandes campagnes de sensibilisation organisées dans les camps, le nombre de femmes qui déclarent de tels sévices augmente. Ces informations plus abondantes ont aidé les autorités locales, les administrateurs des camps, les ONG et les comités des camps à prendre des mesures pour redresser la situation.
48. Le PAM, agissant en partenariat avec d'autres organismes, notamment avec le HCR, a déjà pris les mesures suivantes:
- Tous les agents de l'IPSR du PAM ont signé le Code de conduite des Nations Unies, les normes de responsabilité en Sierra Leone par les Nations Unies et les ONG mises au point en commun et ont en outre reçu une formation et des directives pour être sensibilisés à ce problème. Un recyclage en matière d'exploitation et de violences à base sexuelle est prévu dans les plans de travail du bureau de pays.
 - Une politique de tolérance zéro a été adoptée et dans le cadre de cette politique tout membre du personnel du PAM qui enfreint le code de conduite est immédiatement licencié.
 - Des agents supplémentaires de sexe féminin (par exemple, six nouveaux contrôleurs de l'aide alimentaire en Guinée) ont été recrutés pour travailler dans les camps de réfugiés.
 - Les campagnes de sensibilisation dans les camps ont reçu un appui; par exemple, le PAM parraine les "Journées d'action communautaire" dans les camps de Sierra Leone qui traitent des questions de droits de l'homme, y compris l'exploitation et les violences à base sexuelle.
 - Les lettres d'accord avec les ONG partenaires stipulent que ces dernières doivent mettre en place un système visant à empêcher le personnel d'utiliser les rations alimentaires ou d'autres ressources à des fins d'exploitation sexuelle ou d'autres sévices et prévoient une action disciplinaire, y compris le renvoi immédiat des agents concernés.

⇒ *Autonomie et passage au développement*

49. L'IPSR proposée prévoit des approches qui favorisent l'autonomisation des réfugiés ainsi que les liaisons entre l'aide au relèvement dans le cadre de l'IPSR et l'aide au développement dans le cadre des programmes de pays en cours ou à venir du PAM.
50. En ce qui concerne les réfugiés, l'aide alimentaire est organisée en fonction des besoins: le renforcement des mécanismes de survie permettrait d'interrompre progressivement la distribution de rations générales à tous pour passer à des rations alimentaires plus modestes et à une alimentation ciblée en faveur des groupes vulnérables. En Guinée et en Sierra Leone où les réfugiés disposent de moyens d'assurer leur sécurité alimentaire comme l'accès aux terres agricoles, il y a des possibilités réelles d'encourager l'autonomie et de réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire de façon à faciliter l'interruption progressive de l'aide pendant la réinstallation ou le rapatriement. En guise de première étape, le PAM réduira de 2 100 kilocalories à 1 830 kilocalories en 2004 la ration complète distribuée dans le camp de Kola (en Guinée) —où les taux de malnutrition sont faibles, la



population du camp stable et la riziculture assez largement pratiquée. Parallèlement, le Programme organisera une alimentation scolaire d'urgence pour les enfants du camp, encouragera d'autres activités d'autonomisation et collaborera étroitement avec le HCR pour suivre les effets de la réduction des rations sur le bien-être des bénéficiaires. En Guinée, le PAM a pour stratégie de commencer à distribuer la ration générale réduite dans les camps où 75 pour cent des réfugiés sont arrivés depuis au moins une campagne agricole entière. Il pourrait aussi adopter cette formule en Sierra Leone dès que la population de réfugiés se stabilisera et que le HCR tentera de passer des soins et de l'entretien à des secours contribuant davantage au développement.

51. Dans le cas des personnes qui ont bénéficié des secours et de l'aide au redressement de l'IPSR et vivent maintenant dans des zones stabilisées, une aide au développement de plus longue durée est souvent nécessaire pour assurer leur bien-être de façon durable. Tel est le cas en Sierra Leone et en Guinée. En Sierra Leone, par exemple, le PAM s'efforce d'assurer une transition sans heurts entre l'utilisation de l'aide alimentaire dans un contexte d'urgence et de redressement et son utilisation à des fins de développement à long terme. Dans ce pays, deux activités de développement de ce genre — alimentation scolaire sur des bases communautaires (activité approuvée en mai 2003) et soins de santé intégrés pour les mères et les enfants (à l'étude au milieu de 2003)— sont conçues pour couvrir les bénéficiaires de l'ancienne IPSR qui continuent de faire face à des problèmes de sécurité alimentaire de plus longue durée.

⇒ Répondre aux besoins des populations d'accueil et remédier aux disparités

52. En Guinée et, dans une moindre mesure, en Sierra Leone, les communautés d'accueil sont nettement plus pauvres que les réfugiés. L'IPSR proposée prévoit de remédier à ces disparités en fournissant des ressources complémentaires aux communautés d'accueil. En Guinée, par exemple, on encouragera plus activement les femmes enceintes et les mères de la communauté d'accueil à avoir recours aux services des camps tels que l'alimentation complémentaire et thérapeutique ou la surveillance de la croissance des enfants. La fourniture d'une alimentation scolaire d'urgence dans les écoles primaires situées aux environs des camps de Guinée devrait améliorer la scolarisation et constituer un engagement concret vis-à-vis des communautés d'accueil dont l'afflux massif de réfugiés et de PDI a surchargé les maigres ressources. En Sierra Leone, le PAM continuera de fournir une alimentation scolaire d'urgence dans les écoles des communautés hôtes qui accueillent des enfants réfugiés.

⇒ Approche des interventions

53. Les interventions essentielles de secours et de redressement de l'IPSR —adaptées à la situation particulière de chaque pays— se poursuivront en 2004:
- activité d'urgence: distribution de rations générales complètes ou réduites;
 - activité d'urgence: alimentation thérapeutique et complémentaire et alimentation des mères et des enfants à des fins de prévention;
 - activité d'urgence/de redressement/de remise en état: programmes de protection sociale comme l'alimentation scolaire d'urgence, projet VCT d'amélioration des compétences par la formation et alimentation en institution de groupes vulnérables souffrant de malnutrition.
54. Des précisions sur les groupes cibles de ces activités et sur les niveaux des rations sont présentées aux tableaux 2 et 3 et à l'annexe III respectivement.



Activité d'urgence: distribution de rations générales

55. La distribution de rations générales à titre d'activité d'urgence fournit un appui aux réfugiés, aux PDI et aux rapatriés qui ont dû se déplacer à la suite de conflits armés et d'opérations d'intimidation. Les personnes qui sont totalement tributaires de l'aide alimentaire extérieure —de façon générale PDI et réfugiés de fraîche date— recevront une ration générale de 2 100 kilocalories par jour; celles qui disposent d'autres ressources limitées recevront une ration générale limitée de 1 830 kilocalories par jour. En outre, des biscuits enrichis à haute teneur énergétique seront distribués pour couvrir une partie des besoins alimentaires en cas de nouvelles arrivées de réfugiés ou de PDI.
56. Le volume de la ration générale d'urgence peut être adapté au cours de l'exécution de l'IPSR dans le cas de groupes particuliers. Les personnes déplacées récemment ou déplacées à plusieurs reprises au Libéria sont totalement tributaires des rations du PAM. En Sierra Leone, tous les réfugiés recevront la ration générale intégrale jusqu'à ce que des mécanismes de survie aient été mis en place. Dans ce pays, les rapatriés ont uniquement la ration alimentaire pour survivre; ils reçoivent une ration générale complète pendant quatre mois pour se nourrir jusqu'à la fin de la première campagne agricole. En Guinée, tous les réfugiés recevront la ration générale intégrale, sauf au camp de Kola où la ration générale réduite commencera à être distribuée dès que possible et, en tout état de cause, au plus tard en octobre 2004.

Activités d'urgence: alimentation thérapeutique et complémentaire

57. Une alimentation thérapeutique et complémentaire sera fournie à titre d'aide d'urgence aux personnes atteintes de malnutrition grave dans les centres d'alimentation thérapeutique et aux personnes atteintes de malnutrition modérée dans les centres d'alimentation complémentaire; cette activité sera encadrée par les ONG s'occupant de nutrition ou de médecine et les services de santé du gouvernement. Les rations complémentaires sont fournies en sus de la ration générale et, en cas de malnutrition grave, en sus de la ration de lait thérapeutique. Lorsque les infrastructures voulues pour les soins de santé maternelle et infantile existent, par exemple dans les camps de réfugiés, le PAM fournira des rations complémentaires à titre de prévention aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et à leurs enfants.

Activités d'urgence/de redressement/de remise en état: programmes de protection sociale (filets de sécurité)

58. Les activités de redressement/remise en état du PAM par le biais de filets de sécurité qui sont prévues dans le cadre de l'IPSR proposée resteront axées sur l'alimentation scolaire d'urgence, les activités VCT/VPF et l'alimentation des groupes vulnérables en institution. On trouvera à l'annexe III ci-après la répartition des interventions par pays et par type de ration.
59. L'alimentation scolaire a contribué puissamment au retour des communautés traumatisées à une vie normale. Cette activité se poursuivra en 2004 dans les districts de Kailahun et de Kono en Sierra Leone et, autant que possible, dans les camps de réfugiés, les camps de PDI et les communautés d'accueil au Libéria. En Guinée, le PAM organisera pour la première fois une alimentation scolaire d'urgence dans les camps de réfugiés où est distribuée la ration générale réduite de 1 830 kilocalories; il s'agit essentiellement d'encourager les enfants à s'instruire et à fréquenter assidûment l'école mais aussi d'offrir un filet de sécurité aux familles qui vivent difficilement par suite de la réduction de la ration. Un programme pilote d'alimentation scolaire d'urgence destiné aux écoles primaires des environs des camps en Guinée —qui a eu pour effet d'accroître l'assiduité des élèves et d'apaiser les rancoeurs suscitées dans les communautés d'accueil par l'aide distribuée aux réfugiés— sera élargi.



60. Les interventions communautaires VCT dans le cadre de l'IPSR continueront de viser surtout la Sierra Leone en 2004 mais le nombre de bénéficiaires sera abaissé à 15 000 contre 45 000 en 2003 car le processus de réinstallation continue à se ralentir. Les femmes jouent un rôle clé dans l'identification des activités utiles aux communautés (accès à l'eau et aux centres d'assainissement, services de santé et marchés par exemple).
61. De même, les activités VPF sont concentrées en Sierra Leone en vue de doter les jeunes gens, dont certains sont d'anciens combattants, de compétences exploitables en pratique pour vivre. Ces activités comportent des programmes de réintégration sociale et de formation professionnelle et agricole. On fera également une large place à la formation et aux programmes de micro-crédit destinés aux groupements féminins. L'IPSR proposée prévoit que la formation touchera 15 000 bénéficiaires contre 30 000 en 2003.
62. Au Libéria, il n'y a aucune possibilité de lancer des activités de redressement et de remise en état à l'heure actuelle. Si la situation s'améliore, le PAM sera prêt à agir rapidement pour soutenir les interventions VCT en faveur des communautés qui accueillent des PDI. Ainsi, il a déjà préparé le terrain, en collaboration avec la FAO, pour soutenir des activités agricoles dans les zones proches des camps qui se sont dégradées. De même, le PAM a autrefois soutenu la construction d'appui pour les femmes déplacées chefs de famille. Il prévoit un effectif de 10 000 bénéficiaires d'activités VCT au Libéria afin d'être en mesure d'intervenir rapidement si la situation politique se stabilisait.

Évaluation des risques

63. Les risques qui pèsent sur la mise en œuvre de l'IPSR restent en grande partie les mêmes:
- aggravation de l'insécurité et des conflits au Libéria de sorte que les incursions transfrontalières se multiplient et que la stabilité politique des pays voisins est menacée;
 - menaces pesant sur la sécurité du personnel et l'accès aux zones de livraison de l'aide humanitaire, notamment au Libéria où les Nations Unies et leur personnel continuent de subir les répercussions des conflits intérieurs;
 - ressources insuffisantes ou manque de disponibilité en temps opportun pour la distribution des rations d'aide alimentaire, surtout si la situation se dégrade rapidement au Libéria;
 - fourniture insuffisante par les gouvernements et les partenaires d'exécution d'articles non alimentaires qui compromet le retour à l'autonomie des groupes de réfugiés dans la région.

Buts et objectifs

64. L'IPSR a pour but de promouvoir la stabilité régionale et la sécurité alimentaire des ménages par des activités d'aide alimentaire qui améliorent les perspectives de redressement à long terme des populations vulnérables qui ont souffert des effets d'un conflit prolongé.
65. Les objectifs sont les suivants:
- sauver des vies humaines et contribuer à éviter la dégradation de la situation nutritionnelle en fournissant une ration générale aux personnes touchées par les conflits et les déplacements de population —réfugiés, PDI et rapatriés— et en offrant une alimentation thérapeutique et complémentaire aux personnes atteintes de malnutrition grave ou modérée;



- favoriser la réalisation progressive de la sécurité alimentaire pour les populations touchées par des troubles intérieurs, notamment les communautés d'accueil, au moyen de programmes de redressement/rapatriement/réinstallation fondés sur les activités VCT, VPF et alimentation scolaire d'urgence.

PLAN D'EXÉCUTION PAR COMPOSANTE

Principales composantes du programme

66. La composante secours de l'IPSR (82 pour cent de l'aide alimentaire) consiste en activités d'urgence comportant la distribution de rations générales complètes et réduites et des interventions thérapeutiques (alimentation thérapeutique et complémentaire) et de prévention (alimentation dans le cadre de la santé maternelle et infantile).
67. La composante redressement de l'IPSR (18 pour cent de l'aide alimentaire) se compose d'interventions de redressement et de remise en état par la mise en place de programmes de protection sociale (filets de sécurité): alimentation scolaire d'urgence, projets VCT, VPF et programmes d'alimentation en institution des groupes vulnérables souffrant de malnutrition. Les activités de redressement visent avant tout les zones de forte insécurité alimentaire et ont pour objectif d'assurer la sécurité alimentaire à plus long terme des groupes vulnérables.

Bénéficiaires, assortiment alimentaire et besoins de produits

68. En juin 2003, la mission d'évaluation conjointe a recommandé que le PAM vise un effectif moyen de 752 100 bénéficiaires dans le cadre de l'IPSR régionale pendant l'année 2004. Elle a également examiné les besoins potentiels des bénéficiaires au Libéria dans les conditions de sécurité très précaires actuelles. Se fondant sur les plans d'urgence établis antérieurement par le PAM et sur les échanges de vues avec les membres de l'équipe de pays des Nations Unies venus du Libéria, la mission a également recommandé que le PAM prévoie 150 000 bénéficiaires supplémentaires au titre d'un mécanisme d'urgence comme il l'a fait dans l'IPSR de 2003. D'ici mai 2004, le PAM fera rapport au Conseil d'administration sur le déroulement de l'intervention en présentant une révision budgétaire tenant compte de l'évolution de la situation².
69. Les rations de l'IPSR sont fondées sur les recommandations de la mission d'évaluation conjointe de 2003 qui a également étudié l'utilisation de produits de remplacement comme le riz, que les bénéficiaires préfèrent visiblement. La mission a approuvé la décision de ne pas fournir de riz pour le moment pour des raisons de coût, de sécurité et de gestion générale des produits alimentaires. Elle a encouragé le PAM à continuer d'étudier les possibilités d'achat sur place.
70. Les tableaux 2 et 3 présentent le nombre prévu de bénéficiaires par pays et par type d'activité. L'annexe III indique en détail les besoins globaux de vivres de l'IPSR et les besoins ventilés par type d'activité et par pays.

² Les nombres de bénéficiaires de l'aide du PAM n'englobent pas les personnes recevant une aide d'autres organismes qui travaillent en coordination avec le PAM.



TABLEAU 2: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR PAYS ET PAR TYPE D'ACTIVITÉ

| Type d'activité | Sierra Leone | Libéria | Guinée | Région |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Distribution générale | 113 000 | 181 500 | 95 500 | 390 000 |
| Réfugiés | 83 000 | 11 500 | 95 500 | 190 000 |
| PDI | | 170 000 | | 170 000 |
| Rapatriés | 30 000 | | | 30 000 |
| Activités thérapeutiques | 9 000 | 22 600 | 6 200 | 37 800 |
| Alimentation thérapeutique | 1 500 | 4 500 | 200 | 6 200 |
| Alimentation complémentaire | 7 500 | 18 100 | 6 000 | 31 600 |
| Filets de sécurité | 153 000 | 100 300 | 71 000 | 324 300 |
| Alimentation scolaire d'urgence | 120 000 | 75 000 | 62 000 | 257 000 |
| VCT | 15 000 | 8 000 | 9 000 | 32 000 |
| VPF | 15 000 | 2 300 | | 17 300 |
| Alimentation en institution | 3 000 | 15 000 | | 18 000 |
| Intervention d'urgence | | | | 150 000 |
| Total | 275 000 | 304 400 | 172 700 | 902 100 |

TABLEAU 3: BESOINS DE VIVRES PAR PAYS ET PAR TYPES D'ACTIVITÉ (tonnes)

| Type d'activité | Sierra Leone | Libéria | Guinée | Région |
|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Distribution générale | 18 845 | 36 768 | 19 307 | 74 920 |
| Réfugiés | 16 814 | 2 330 | 19 307 | 38 451 |
| PDI | | 34 438 | | 34 438 |
| Rapatriés | 2 031 | | | 2 031 |
| Activités thérapeutiques | 890 | 2 195 | 657 | 3 742 |
| Alimentation thérapeutique | 82 | 246 | 11 | 339 |
| Alimentation complémentaire | 808 | 1 949 | 646 | 3 403 |
| Filets de sécurité | 9 618 | 8 152 | 4 667 | 22 436 |
| Alimentation scolaire d'urgence | 3 627 | 2 852 | 2 358 | 8 837 |
| VCT | 4 545 | 2 424 | 2 309 | 9 277 |
| VPF | 898 | 138 | | 1 036 |
| Alimentation en institution | 548 | 2 738 | | 3 286 |
| Rations complémentaires* | 6 | 70 | 30 | 106 |
| Interventions d'urgence | | | | 22 811 |
| Total | 29 359 | 47 185 | 24 661 | 124 015 |

*Le PAM fournira 6 tonnes de sel aux autres organismes distribuant des vivres en Sierra Leone pour compléter les rations destinées à 10 000 rapatriés dans certaines zones du pays; 100 tonnes de biscuits enrichis à haute teneur énergétique seront stockées à l'avance dans la région pour être distribuées aux populations en mouvement.



Dispositions institutionnelles, sélection des partenaires et coordination

71. Le PAM travaille dans le cadre de l'équipe de pays des Nations Unies dans chaque pays. La coordination stratégique est assurée par le coordonnateur résident des Nations Unies et le coordonnateur de l'aide humanitaire. La coordination opérationnelle est assurée au niveau national par le biais de comités de l'aide alimentaire qui regroupent des représentants du gouvernement, des donateurs, des organismes des Nations Unies et des ONG.
72. Le PAM collabore étroitement avec les autorités gouvernementales dans les trois pays. En Guinée, le principal organisme gouvernemental de contrepartie pour les questions alimentaires est le Groupe de la sécurité alimentaire qui est placé sous la présidence du Service national d'action humanitaire et se compose de représentants des ministères, des ONG et de la FAO. Au Libéria, le PAM travaille régulièrement avec le gouvernement grâce aux réunions de coordination pour les réfugiés et les PDI organisées par le gouvernement avec l'aide du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). En Sierra Leone, le principal organisme gouvernemental chargé de la coordination de l'aide alimentaire est le Secrétariat à l'aide alimentaire.
73. Les activités du PAM sont mises en œuvre par le truchement d'ONG internationales et nationales; le PAM contribue au financement des dépenses en allouant des fonds pour le transport terrestre, l'entreposage et la manutention (TTEM) tandis que les ONG fournissent des articles non alimentaires et des contributions techniques. Le PAM reconnaît que son aide alimentaire a plus d'impact lorsque ses partenaires offrent des contributions non alimentaires complémentaires telles qu'abris, matériel d'approvisionnement en eau/d'assainissement, ustensiles de cuisines, semences, outils et aliments thérapeutiques.
74. Le mémorandum d'accord signé par le PAM et le HCR sert de base à la collaboration en matière d'aide aux réfugiés. La mission d'évaluation conjointe de 2003 a constaté que les deux organisations coordonnent étroitement leur action sur le terrain et au niveau national.
75. De même, le mémorandum d'accord PAM/UNICEF sert de base à la collaboration entre les deux organisations dans toute la sous-région qui comporte notamment un partenariat pour le suivi nutritionnel et l'alimentation complémentaire et thérapeutique des PDI au Libéria. Les deux organisations collaborent également pour assurer l'alimentation scolaire d'urgence en Sierra Leone et en Guinée, par exemple en privilégiant la remise en état des écoles, les programmes d'étude et les problèmes de santé comme la lutte contre les parasites.
76. La collaboration avec la FAO dans la sous-région s'est développée et prendra de plus en plus d'importance à mesure que le PAM appliquera plus activement une stratégie d'autonomisation des réfugiés en 2004. Ainsi, l'étude sur l'autosuffisance dans les camps de réfugiés de Guinée effectuée par la FAO en juin 2003 constitue un des éléments qui ont amené la mission d'évaluation conjointe à recommander d'introduire un nouveau programme et un nouveau mode de fourniture de l'aide en commençant par le camp de Kola en 2004. En Sierra Leone, la FAO et le PAM continuent de travailler de concert à la réinstallation et étudient des activités de développement complémentaires pour l'avenir.
77. Le processus d'appels communs animé par l'OCHA continue d'apporter une contribution importante à la coordination dans la région. Les activités de l'IPSR figureront dans l'appel commun régional pour 2004 qui sera préparé vers la fin de 2003.



Renforcement des capacités

78. En ce qui concerne les gouvernements nationaux, le PAM travaille à renforcer les capacités notamment en coopérant avec les organismes gouvernementaux chargés de l'aide alimentaire. En Sierra Leone, il parrainera des stages de formation avec le Secrétariat à l'aide alimentaire du Ministère du développement et de la planification et avec le Ministère de la condition féminine et de l'enfance. La Guinée et la Sierra Leone fourniront gratuitement de l'équipement de technologies de l'information et une formation aux ministères pour améliorer la coordination. Une formation est régulièrement offerte aux ONG locales dans des domaines comme l'entreposage, la parité hommes-femmes, le VIH/SIDA et le suivi-évaluation et certaines dépenses sont couvertes par le budget des autres coûts opérationnels directs.

Dispositions logistiques

79. Les mouvements de produits dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest —région extrêmement instable— ont pu être assurés grâce à la gestion régionale de la filière. Le PAM fixe un taux TTEM uniforme fondé sur la moyenne des matrices logistiques préparées et tenues à jour dans chaque bureau de pays. Le tarif de transport moyen pondéré est de 111 dollars. Les tarifs pour chaque pays sont les suivants:

- Libéria: 95 dollars.
- Sierra Leone: 108 dollars.
- Guinée: 117 dollars.

80. Le PAM a recours aux transports commerciaux et a, si cela n'est pas possible, son propre parc régional de véhicules. Pour les transbordements côtiers, des accords sont négociés avec des compagnies maritimes de bonne réputation. Le PAM a organisé une unité indépendante chargée des ressources et de la planification dans son Bureau régional de Dakar afin de pouvoir fournir en temps opportun des informations sur la gestion de la filière et le volume des ressources aux donateurs et aux autres organismes des Nations Unies.

81. L'opération spéciale 10061.1 "Transport aérien de passagers en Guinée, Sierra Leone, Libéria et Côte d'Ivoire" apporte un appui indispensable en matière de logistique et de sécurité à l'IPSR depuis novembre 2001. Le PAM continuera d'utiliser un petit avion en 2004, en portant la durée forfaitaire de service prévue sous contrat de 100 à 140 heures pour permettre au service de fonctionner quotidiennement et augmenter les déplacements en Côte d'Ivoire. Si le territoire libérien devenait accessible, le PAM pourrait envisager une opération spéciale pour la remise en état des routes et des ponts.

⇒ Libéria

82. À condition que la sécurité soit assurée, le PAM rouvrira ses bureaux auxiliaires et ses bases logistiques de l'intérieur. Il continuera de transporter les produits alimentaires du port de Monrovia aux points de livraison avancés (PLA) et aux points de distribution finale (PDF). Comme le nombre de transporteurs fiables ne cesse de diminuer au Libéria, le PAM devra renforcer son propre parc de camions dans le cadre de l'opération spéciale 10263.0; les fonds nécessaires atteignent 826 000 dollars au total.

83. Le bureau du PAM en Côte d'Ivoire apportera également un soutien aux opérations au Libéria grâce au PLA de Guiglo, proche de la frontière avec le Libéria, qui a une capacité de 500 tonnes.



⇒ **Sierra Leone**

84. Le PAM continuera de transporter les vivres de Freetown aux PLA et aux PDF en faisant appel aux transporteurs du secteur privé chaque fois que possible. Des fonds supplémentaires sont nécessaires pour entretenir un petit parc de camions à 4 roues motrices basé aux PLA qui devront assurer les livraisons de produits aux zones reculées pendant la saison des pluies.

⇒ **Guinée**

85. Les vivres du PAM continueront de passer par Conakry pour être acheminés jusqu'à l'entrepôt central de Tombo. Pour les livraisons dans les zones les plus accessibles, le PAM a établi une liste brève de camionneurs. Comme en Sierra Leone, le PAM dispose d'un parc de 17 petits camions dans les PLA pour assurer les livraisons aux zones les plus isolées. En 2004, des fonds seront nécessaires pour entretenir le parc.

Suivi et évaluation

86. Dans le cadre de l'IPSR, le PAM continuera de pratiquer une gestion axée sur les résultats conformément à ses engagements. En 2002–2003 il s'est particulièrement préoccupé d'augmenter le nombre de contrôleurs de l'aide alimentaire. Grâce à un don d'assistance technique allemand, chacun des bureaux de pays a pu réorganiser ses systèmes de suivi pour l'IPSR de 2004. Chacun d'entre eux a élaboré une matrice de planification fondée sur un cadre logique qui définit la hiérarchie des résultats, les indicateurs objectivement vérifiables, les moyens de vérification, les hypothèses et les risques. Ces matrices ont été incorporées dans une matrice générale pour l'IPSR au niveau régional. L'objectif général consiste à établir des méthodes normalisées de collecte des données et de rapports sur l'utilisation des ressources de l'IPSR, le déroulement des activités et les effets sur la vie des bénéficiaires.
87. La collecte de données dans le cadre de l'IPSR est fondée à la fois sur des méthodes quantitatives et qualitatives; les résultats sont régulièrement utilisés pour compléter les informations provenant d'analyses de données secondaires et d'études de base ACV effectuées par les services spécialisés aux niveaux du bureau de pays, du bureau régional et du siège. Le suivi normalisé des produits entre le port d'entrée et les PLA est fondé sur la surveillance de l'assortiment alimentaire et le suivi après distribution.
88. Le suivi de l'assortiment alimentaire vise principalement à rassembler des données normalisées sur les distributions aux bénéficiaires, par exemple:
- nombre et répartition géographique des hommes, femmes et enfants qui ont reçu la ration alimentaire prévue;
 - nombre d'enfants atteints de malnutrition modérée ou grave qui ont été guéris;
 - résultats d'enquêtes ponctuelles dans les centres de distribution, les centres d'alimentation, les écoles etc. et vérification par sondage de la gestion des produits.
89. Le suivi après distribution permet d'étudier plus en profondeur —souvent suivant des approches participatives comme les groupes spécialisés et les interviews d'individus— les effets de l'aide du PAM sur les bénéficiaires. Afin d'avoir une vue d'ensemble des moyens d'existence de ces derniers, ce suivi est conçu et mis en œuvre en collaboration avec des partenaires financiers comme le HCR. Les ONG partenaires d'exécution participent aussi à la conception des questionnaires et leurs agents sont souvent chargés du suivi lui-même. Les indicateurs rassemblés grâce au suivi après distribution varient selon le type d'activités



exécutées par le PAM. Ainsi, en Guinée, le suivi est conçu pour obtenir des indicateurs tels que:

- utilisation de la ration par les ménages —pourcentage consommé, vendu ou échangé, par type de produits;
- pourcentage du revenu du ménage consacré à l'alimentation;
- fréquentation par les enfants d'écoles dotées ou non de cantines;
- taux d'admission et de réadmission d'enfants atteints de malnutrition dans les programmes d'alimentation complémentaire ou thérapeutique;
- taux de guérison et de mortalité des bénéficiaires de programmes d'alimentation complémentaire ou thérapeutique;
- nombre et pourcentage des réfugiés des deux sexes et des ménages participant à des activités d'autonomisation et pourcentage des besoins alimentaires couverts par ces activités.

90. Les données du PAM sont analysées en liaison avec les informations ACV rassemblées par les bureaux de pays. Complétées par les données provenant du suivi de l'assortiment alimentaire, ces données permettent de suivre mois par mois la réalisation des objectifs de l'IPSR. Cette analyse de suivi-évaluation est ensuite intégrée dans les rapports de projets standard du PAM.

Mesures de sécurité

91. Le conflit du Libéria et la crise de Côte d'Ivoire ont accentué l'incertitude dans la région. Les incursions en provenance du Libéria dans les pays voisins, l'instabilité en Côte d'Ivoire, la réduction de la mission armée des Nations Unies en Sierra Leone et l'instabilité politique en Guinée constituent tous des menaces pour la sécurité. Heureusement, les opérations de maintien de la paix en Côte d'Ivoire ont amélioré la sécurité et les possibilités de missions analogues au Libéria sont aussi à l'étude. Afin d'améliorer la préparation aux situations d'urgence et d'assurer la sécurité du personnel, le PAM a envoyé un deuxième fonctionnaire chargé de la sécurité dans la région. L'opération de transport aérien du PAM est toujours indispensable pour permettre aux agents d'aide humanitaire d'avoir accès sans danger aux populations et assurer l'évacuation en cas de besoin.
92. Le dispositif de sécurité sur le terrain des Nations Unies sert de cadre pour assurer la protection du personnel. Les plans d'évacuation qui ont été établis sont mis à jour régulièrement. La Guinée et la Sierra Leone remplissent entièrement les conditions minimales de sécurité des opérations établies par les Nations Unies en 2002. On s'efforce de répondre également à ces conditions au Libéria.

Stratégie de retrait

93. Le rétablissement de la paix au Libéria est toujours la clé de la stabilisation de la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest. Les possibilités de mettre progressivement fin aux opérations de secours dans ce pays sont liées à un règlement politique durable. On peut encore espérer que les secours pourront être progressivement interrompus en Sierra Leone et en Guinée mais en raison de l'afflux persistant de réfugiés libériens, une aide de ce genre restera encore nécessaire au moins jusqu'à la fin de l'année 2004. Afin de préparer le passage des secours aux programmes de développement ordinaire, le bureau du PAM en Sierra Leone finira de préparer, vers la fin de 2003, un programme de pays couvrant la période 2005–2007 qui correspondra ainsi au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au



développement 2004–2007. Dans ce contexte, les activités de l'IPSR en faveur des rapatriés comme l'alimentation scolaire d'urgence, prendront fin progressivement. En Guinée, la poursuite du rapatriement des réfugiés venus de Sierra Leone devrait permettre d'interrompre l'aide à ce groupe dans le courant de l'année 2004.

Mécanisme d'intervention d'urgence

94. Au terme de la mission d'évaluation conjointe en juin 2003, le PAM a réuni les donateurs et des agents des bureaux de pays de l'IPSR et du HCR pour examiner les chiffres de planification retenus en vue de l'intervention prolongée de 2004. Compte tenu de l'aggravation de l'insécurité au Libéria, on a estimé qu'il y avait de fortes probabilités que le nombre de réfugiés libériens augmente très rapidement dans toute la région et que les besoins d'aide humanitaire s'accroissent sensiblement au Libéria même. L'ampleur de l'aide dépendra de l'évolution du conflit et de l'ouverture pour les organismes internationaux de zones du pays qui sont inaccessibles depuis des mois.
95. Dans le contexte de cette situation si incertaine du Libéria, l'IPSR prévoit deux séries de nombres de bénéficiaires en cas d'intervention d'urgence:
- Une prévision de base prudente a été retenue pour l'IPSR, sur la base des effectifs actuels de PDI au Libéria et sur l'arrivée de nombres modérés de réfugiés dans les pays voisins. Cette prévision est fondée sur l'hypothèse de la poursuite de conflits limités au Libéria et de la persistance de l'impossibilité, pour les organismes d'aide humanitaire, d'avoir accès à une grande partie de ce pays.
 - Un effectif supplémentaire de 150 000 bénéficiaires a été retenu en vue d'une première intervention d'urgence fondée sur l'hypothèse d'une aggravation du conflit et sur l'élargissement de l'accès pour les organisations d'aide humanitaire.
96. Le budget proposé pour approbation dans le cadre de l'IPSR se base sur les effectifs de bénéficiaires plus élevés. Le PAM sera ainsi en mesure d'intervenir immédiatement et de mobiliser des produits supplémentaires sans avoir besoin d'obtenir l'approbation du Conseil d'administration ou l'adoption d'une révision budgétaire. En mai 2004, le PAM mettra le Conseil d'administration au courant de la situation qui règnera alors dans la région et soumettra une révision budgétaire pour l'IPSR si cela est nécessaire.

PROPOSITION BUDGÉTAIRE ET APPORTS NÉCESSAIRES

97. Au total, 124 015 tonnes de produits alimentaires seront nécessaires (voir annexe III), soit 74 920 tonnes pour les rations de base générales, 3 742 tonnes pour l'alimentation de groupes particuliers et 22 436 tonnes pour les programmes de protection sociale; 100 tonnes de biscuits enrichis à haute teneur énergétique seront destinées aux rations d'urgence et 6 tonnes de sel seront mises à la disposition d'autres organisations qui s'occupent des rapatriés en Sierra Leone. Une réserve d'urgence de 22 811 tonnes sera prévue³. Les coûts totaux pour le PAM s'établissent à 74 465 754 dollars, à savoir: coûts opérationnels directs 60 280 193 dollars; coûts d'appui directs 9 313 970 dollars et coûts d'appui indirects 4 871 591 dollars. Dans l'IPSR proposée, le PAM maintiendra approximativement le pourcentage des coûts d'appui directs au niveau de 2003 et il continuera à veiller à contenir les dépenses en employant du personnel national, en surveillant constamment les taux de TTEM, etc. Des crédits budgétaires sont prévus pour

³ Le budget des interventions d'urgence est estimé à 5,7 millions de dollars.



financer l'évaluation globale de l'IPSR et des études ad hoc et des enquêtes de base dans le domaine de la problématique hommes-femmes.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

98. Le Conseil d'administration est invité à approuver la présente IPSR pour 2004 qui est destinée à couvrir 752 100 personnes avec une provision pour interventions d'urgence en faveur de 150 000 bénéficiaires supplémentaires dont le coût en produits alimentaires est de 32 923 016 dollars et le coût total pour le PAM de 74 465 754 dollars.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

| | Quantité (tonnes) | Coût moyen par tonne | Valeur (dollars) |
|---|----------------------|-------------------------|---------------------|
| COÛT POUR LE PAM | | | |
| A. Coûts opérationnels directs | | | |
| Produits (tonnes) ¹ | | | |
| – Céréales | 90 620 | 222 | 20 122 383 |
| – Légumineuses | 12 371 | 345 | 4 267 995 |
| – Mélange maïs-soja | 12 235 | 260 | 3 181 100 |
| – Huile végétale | 7 176 | 706 | 5 067 488 |
| – Sel | 1 171 | 110 | 128 810 |
| – Sucre | 342 | 220 | 75 240 |
| – Biscuits enrichis à haute teneur énergétique | 100 | 800 | 80 000 |
| Total, produits | 124 015 | | 32 923 016 |
| Transport extérieur | | | 11 887 112 |
| Total, TTEM | | | 13 765 665 |
| Autres coûts opérationnels directs | | | 1 704 400 |
| Total, coûts opérationnels directs | | | 60 280 193 |
| B. Coûts d'appui directs (voir l'annexe II pour les détails) | | | |
| Total, coûts d'appui directs | | | 9 313 970 |
| C. Coûts d'appui indirects | | | |
| Total partiel, coûts d'appui indirects | | | 4 871 591 |
| COÛTS TOTAUX POUR LE PAM | | | 74 465 754 |

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet, comme dans tous les projets appuyés par le PAM, peuvent varier en fonction des disponibilités du PAM et à l'intérieur du pays bénéficiaire.



ANNEXE II**BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)****Personnel**

| | |
|--|------------------|
| Administrateurs internationaux | 2 992 800 |
| Administrateurs nationaux | 209 800 |
| Personnel national des services généraux | 1 627 960 |
| Personnel temporaire | 110 000 |
| Heures supplémentaires | 112 000 |
| Incitations (prime de risque, repos et récupération) | 370 600 |
| Consultants internationaux | 358 510 |
| Consultants nationaux | 45 000 |
| Volontaires des Nations Unies | 636 000 |
| Voyages officiels du personnel | 503 200 |
| Formation et perfectionnement du personnel | 145 000 |
| Total partiel | 7 110 870 |

Dépenses de bureau et autres dépenses récurrentes

| | |
|---|------------------|
| Location de locaux | 366 900 |
| Services collectifs | 119 600 |
| Fournitures de bureau | 232 400 |
| Communication et services TI | 294 700 |
| Assurances | 41 000 |
| Réparation et entretien du matériel | 112 400 |
| Entretien des véhicules et coûts d'exploitation | 360 200 |
| Autres dépenses de bureau | 104 900 |
| Services des organisations des Nations Unies | 110 500 |
| Total partiel | 1 742 600 |

Matériel et autres coûts fixes

| | |
|------------------------------|----------------|
| Véhicules | 125 000 |
| Équipement TC/TI | 158 000 |
| Mobilier, outils et matériel | 177 500 |
| Total partiel | 460 500 |

TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS**9 313 970**

ANNEXE III

RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE—IPSR RÉGION CÔTIÈRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST 10064.2

| Hiérarchie des résultats (1) | Indicateurs vérifiables objectivement (2) | Moyens de vérification (3) | Hypothèses/risques (4) |
|--|---|---|---|
| But | | | |
| La situation nutritionnelle et l'autonomie des réfugiés et des PDI de la région du fleuve Mano se sont améliorées parallèlement à la sécurité, au relèvement et au développement aux niveaux régional et national. | | | |
| Objectif | | | |
| Selon les conditions locales, la sécurité alimentaire s'est améliorée de façon tangible, notamment dans le cas des groupes vulnérables de la région. | <p>Données ACV intermédiaires sur</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la situation nutritionnelle ➤ l'accès aux produits alimentaires <p>des groupes de bénéficiaires, ventilées par intervention (clé)</p> <p>Rapport taille/poids avant et après les interventions thérapeutiques</p> <p>Nombre d'inscription par école</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ garçons ➤ filles <p>Taux de maintien des élèves par école</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ garçons ➤ filles <p>Nombre et type d'actifs</p> <p>Nombre d'élèves diplômés par stage de formation et groupe bénéficiaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ jeunes ➤ femmes ➤ hommes | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapports ACV et enquêtes de suivi ➤ Rapports normalisés sur les projets par pays (le cas échéant) ➤ Rapports de situation (SITREP) ➤ Rapports sur la situation des disponibilités alimentaires (FASREP) ➤ Enquêtes et rapports sur la nutrition émanant des partenaires d'exécution ➤ Rapports sur les résultats scolaires émanant des partenaires (et de services gouvernementaux comme le Ministère de l'éducation) ➤ Rapports PDM (Manuel de conception des projets) et FBM (suivi de l'assortiment alimentaire) | <p>Les tensions politiques actuelles n'ont pas pris une ampleur qui les rende ingérables (Sierra Leone et Guinée).</p> <p>Les conflits intérieurs en cours au Libéria et la situation instable de la Côte d'Ivoire ne provoquent pas de mouvements brusques et ingérables de réfugiés et de PDI.</p> <p>Les rapatriements en cours et prévus de réfugiés (organisés par le HCR ou volontaires) en provenance des pays voisins ne rencontrent pas d'obstacles importants.</p> <p>L'impact sur l'environnement peut être limité à un niveau acceptable.</p> |



RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE—IPSR RÉGION CÔTIÈRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST 10064.2

| Hiérarchie des résultats (1) | Indicateurs vérifiables objectivement (2) | Moyens de vérification (3) | Hypothèses/risques (4) |
|--|---|--|---|
| Résultats | | | |
| Guinée | | | |
| Le passage progressif de l'insécurité alimentaire qui touche des groupes de population particuliers à une stabilité durable s'est amorcé et s'est poursuivi avec succès. | <p><i>Application aux trois pays</i></p> <p>Nombre effectif de bénéficiaires couverts et type d'intervention:</p> <p><u>Aide alimentaire générale</u> (Guinée)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réfugiés et évacués vivant dans les camps (Libéria) | <p><i>Application aux trois pays</i></p> <p>Rapports ACV</p> <p>Rapports normalisés sur les projets</p> <p>Rapports d'évaluation</p> <p>Accords signés avec les partenaires</p> <p>Compte rendu des réunions avec les partenaires</p> <p>Rapports d'activité émanant des partenaires</p> | <p>Les tensions politiques internes actuelles n'ont pas pris une ampleur qui les rende ingérables (Sierra Leone et Guinée).</p> <p>Les conflits intérieurs en cours au Libéria et la situation instable de la Côte d'Ivoire ne provoquent pas de mouvements brusques et ingérables de réfugiés et de PDI.</p> <p>Les rapatriements en cours et prévus de réfugiés (organisés par le HCR ou volontaires) en provenance des pays voisins ne rencontrent pas d'obstacles importants.</p> |
| Sierra Leone | | | |
| La sécurité alimentaire de certains groupes vulnérables s'est améliorée. | <p>PDI</p> <p>Réfugiés sierra-léoniens</p> <p>Éventuellement Libériens rapatriés (Sierra Leone)</p> | | |
| Libéria | | | |
| Les effets des troubles intérieurs se sont atténués de façon variable en fonction des mécanismes de survie des PDI et des réfugiés et des conditions d'accès et de sécurité. | <p>PDI Groupes de réfugiés et de rapatriés disposant de mécanismes de survie limités</p> <p><u>Alimentation thérapeutique et complémentaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ PDI Enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition modérée ou grave ➤ Femmes enceintes et mères allaitantes <p><u>Alimentation scolaire d'urgence</u> (Guinée)</p> <p>Population locale des zones frontalières</p> | | |

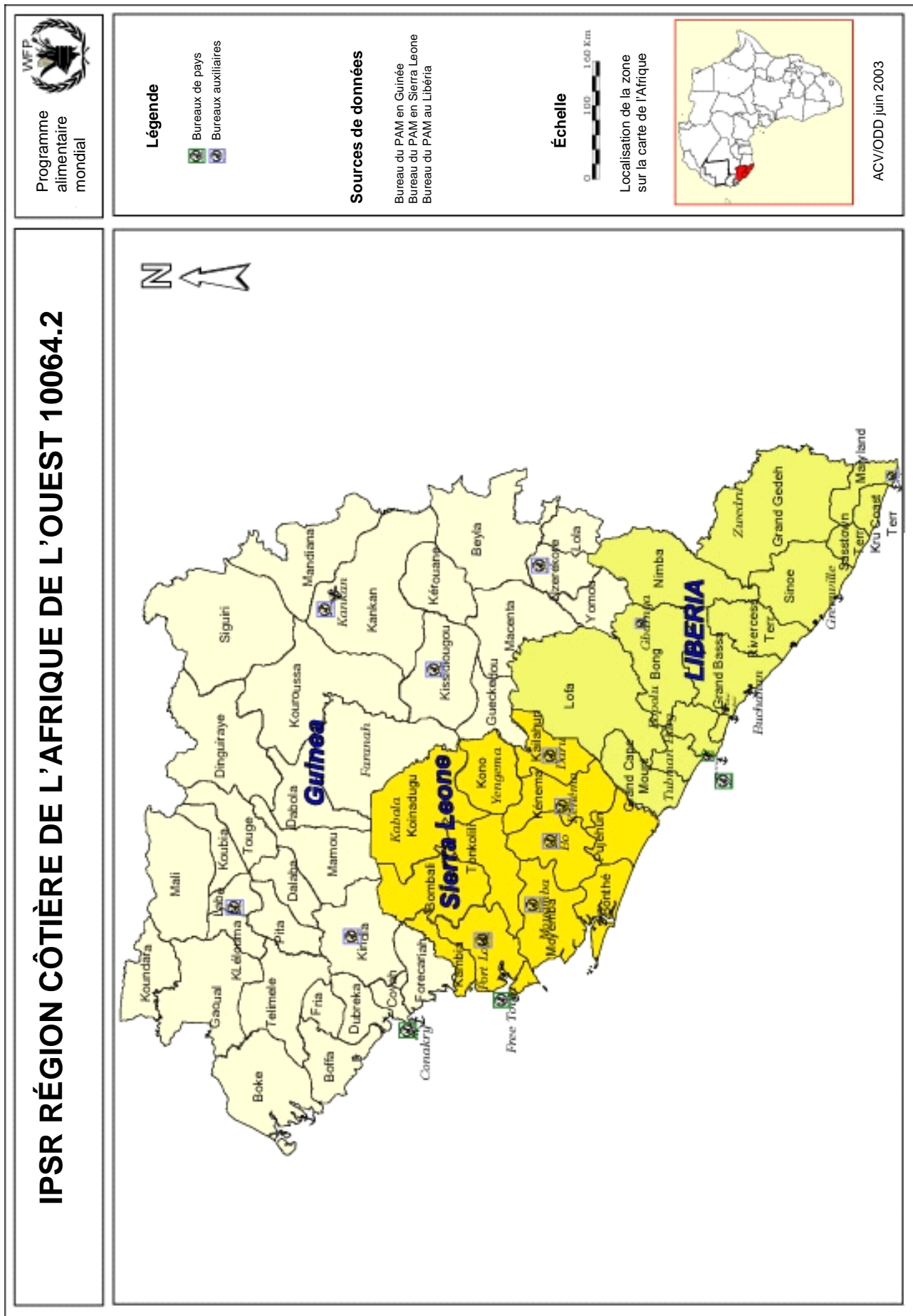


RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE—IPSR RÉGION CÔTIÈRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST 10064.2

| Hiérarchie des résultats (1) | Indicateurs vérifiables objectivement (2) | Moyens de vérification (3) | Hypothèses/risques (4) |
|--|---|---|--|
| | (Libéria) Enfants déplacés sur le territoire national (Sierra Leone) Rapatriés et élèves locaux/réfugiés des communautés d'accueil proches des camps | | |
| | <u>Filets de sécurité (Activités VCT/VPF)</u> ➤ Réfugiés, PDI et rapatriés ➤ Communautés locales | | |
| Activités Activités dont le PAM est directement responsable Déterminer et suivre les groupes de bénéficiaires au moyen d'un système de suivi-évaluation bien conçu. Fournir aux groupes identifiés une aide alimentaire conformément aux instructions concernant la quantité, la qualité et le calendrier. Mettre en place et gérer un stock d'intervention d'urgence. Sélectionner et engager des institutions et organisations partenaires d'exécution sur la base de conditions et de critères définis clairement. Assurer la formation des partenaires d'exécution, surtout en matière de livraison et de gestion de produits alimentaires et autres au titre des secours d'urgence. | Nombre de bénéficiaires prévus par type d'intervention: <u>Aide alimentaire générale</u> Guinée 95 500 Libéria 181 500 Sierra Leone 113 000 <u>Activités d'alimentation thérapeutique (alimentation thérapeutique, complémentaire et de santé maternelle et infantile)</u> Guinée 6 200 Libéria 22 600 Sierra Leone 9 000 <u>Alimentation scolaire d'urgence</u> Guinée 62 000 Libéria 75 000 Sierra Leone 120 000 <u>Autonomisation (activités VCT/VPF)</u> Guinée 9 000 Libéria 10 300 Sierra Leone 30 000 | Application aux trois pays ➤ Études sur la sécurité alimentaire ➤ IPSR régionale ➤ Plans de travail par pays ➤ Accords signés avec les partenaires d'exécution | Les tensions politiques internes actuelles n'ont pas pris une ampleur qui les rende ingérables (Sierra Leone et Guinée). Les conflits intérieurs en cours au Libéria et la situation instable de la Côte d'Ivoire ne provoquent pas de mouvements brusques et ingérables de réfugiés et de PDI. Les rapatriements en cours et prévus de réfugiés (organisés par le HCR ou volontaires) en provenance des pays voisins ne rencontrent pas d'obstacles importants. Le financement des partenaires du PAM est assuré, notamment en ce qui concerne les interventions en faveur de la création de revenus et de l'autonomisation. |



ANNEXE IV



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



ANNEXE V

**DONNÉES CONCERNANT LES DIVERS PAYS DE LA RÉGION
CÔTIÈRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (SANS LA CÔTE D'IVOIRE)**

| Indicateurs | Guinée | Libéria | Sierra Leone |
|---|-----------|-----------|--------------|
| Population (en avril 2003, sur la base des chiffres du CILSS) | 7 600 000 | 3 200 000 | 5 100 000 |
| Croissance démographique (% annuel) | 2,6 | 2,5 | 2,3 |
| Espérance de vie à la naissance (ans) | 46 | 47,1 | 39 |
| Taux de fertilité, total (naissances par femme) | 6,3 | 5,9 | 6,5 |
| Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) | 112 | 157,0 | 180 |
| Taux de mortalité, enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes) | 175 | 235,0 | 316 |
| Insuffisance pondérale (% des enfants de moins de 5 ans) | 23 | ND | 27 |
| Population urbaine (% du total) | 27,5 | ND | 36,6 |
| Taux d'analphabétisme, adultes de sexe masculin (% des hommes âgés d'au moins 15 ans) | ND | 45,2 | ND |
| Taux d'analphabétisme, adultes de sexe féminin (% des femmes âgées d'au moins 15 ans) | ND | 61,9 | 27 |
| Taux brut d'inscriptions scolaires (% du cycle primaire au cycle secondaire) | 28 | ND | ND |
| Taux brut, cycle primaire (% du taux d'inscriptions total) | 46 | ND | ND |
| Filles fréquentant l'école secondaire (15–24 ans, en % des inscriptions totales) | 37 | ND | ND |
| Indicateur sexospécifique du développement humain | ND | ND | ND |
| Indicateur de pauvreté humaine | ND | ND | ND |
| Indice du développement humain | 0,414 | ND | 0,275 |
| Superficie (km ²) | 245 900 | 111 400 | 71 740 |
| Superficie boisée (km ²) | 69 290 | 34 810 | 10 550 |
| Déboisement annuel (en pourcentage) | 0,5 | 2 | 2,9 |
| Sources d'eau améliorées (% de la population totale y ayant accès) | 48 | ND | 57 |
| Installations d'assainissement améliorées, milieu urbain (% de la population urbaine y ayant accès) | 94 | ND | 88 |
| Revenu national brut, méthode Atlas (dollars courants), en millions | 3 300 | 459,1 | 693,5 |
| Revenu national brut par habitant, méthode Atlas (dollars courants) | 410 | 140 | 140 |
| PIB (dollars courants), en millions | 3,0 | 522,9 | 749,1 |
| Croissance du PIB (% par an) | 3,6 | 5,3 | 5,4 |
| Inflation, coefficient déflateur du PIB (% par an) | 5,1 | 12,1 | 6,1 |
| Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB) | 24,4 | ND | 50,1 |
| Aide par habitant (dollars courants) | 35,9 | 11,9 | 65,0 |

Sources: Base de données des indicateurs du développement dans le monde, avril 2002, Rapport sur le développement humain 2002, PNUD 2002.

| |
|--|
| DONNÉES CONCERNANT LA CÔTE D'IVOIRE |
|--|

| Indicateurs | Côte d'Ivoire |
|---|---------------|
| Population (en avril 2003, sur la base des chiffres du CILSS) | 16 400 000 |
| Croissance démographique (% annuel) | 3,1 |
| Espérance de vie à la naissance (ans) | 46 |
| Taux de fertilité, total (naissances par femme) | 5,2 |
| Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) | 103 |
| Taux de mortalité, enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes) | 173 |
| Insuffisance pondérale (% des enfants de moins de 5 ans) | 21 |
| Population urbaine (% du total) | 43,6 |
| Taux d'analphabétisme, adultes de sexe masculin (% des hommes âgés d'au moins 15 ans) | 44,5 |
| Taux d'analphabétisme, adultes de sexe féminin (% des femmes âgées d'au moins 15 ans) | 61,4 |
| Taux brut d'inscriptions scolaires (% du cycle primaire au cycle secondaire) | 38 |
| Taux brut, cycle primaire (% du taux d'inscriptions total) | 59 |
| Filles fréquentant l'école secondaire (15–24 ans, en % des inscriptions totales) | 51 |
| Indicateur sexospécifique du développement humain | 0,411 |
| Indicateur de pauvreté humaine | 42,3 |
| Indice du développement humain | 0,428 |
| Superficie (km ²) | 322 500 |
| Superficie boisée (km ²) | 71 170 |
| Déboisement annuel (en pourcentage) | 3,1 |
| Sources d'eau améliorées (% de la population totale y ayant accès) | 81 |
| Installations d'assainissement améliorées, milieu urbain (% de la population urbaine y ayant accès) | 71 |
| Revenu national brut, méthode Atlas (dollars courants), en millions | 10 300 |
| Revenu national brut par habitant, méthode Atlas (dollars courants) | 630 |
| PIB (dollars courants), en millions | 10 400 |
| Croissance du PIB (% par an) | -0,9 |
| Inflation, coefficient déflateur du PIB (% par an) | -0,2 |
| Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB) | 24,3 |
| Aide par habitant (dollars courants) | 11,4 |

Sources: Base de données des indicateurs du développement dans le monde, avril 2002, Rapport sur le développement humain 2002, PNUD 2002.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

| | |
|--------|--|
| ACV | Analyse et cartographie de la vulnérabilité |
| CILSS | Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| HCR | Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés |
| IPSR | Intervention prolongée de secours et de redressement |
| OCHA | Bureau pour la coordination des affaires humanitaires |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| PDF | Point de distribution finale |
| PDI | Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays |
| PLA | Point de livraison avancé |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| TTEM | Transport terrestre, entreposage et manutention |
| UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'enfance |
| VCT | Vivres-contre-travail |
| VPF | Vivres pour la formation |